

Discours du 27 février 2008 du Président BIYA

« Notre pays est en train de vivre des événements qui nous rappellent les mauvais souvenirs d'une époque que nous croyions révolue.

Si l'on peut comprendre qu'après l'échec d'une négociation, une revendication catégorielle s'exprime par l'exercice du droit de grève, il n'est pas admissible que celui-ci serve de prétexte à un déchaînement de violence à l'encontre des personnes et des biens. D'ailleurs, la preuve est maintenant faite qu'il est toujours possible de trouver une solution par la négociation à tout conflit social.

Il ne s'agit pas de cela en réalité. Ce qui est en cause, c'est l'exploitation, pour ne pas dire l'instrumentalisation, qui a été faite de la grève des transporteurs, à des fins politiques. Pour certains, qui n'avaient d'ailleurs pas caché leurs intentions, l'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la voie des urnes, c'est-à-dire par le fonctionnement normal de la démocratie.

Ils n'ont donc pas hésité à jeter dans la rue des bandes de jeunes auxquels se sont mêlés des délinquants attirés par la possibilité de pillages. On en voit le résultat : des bâtiments publics détruits ou incendiés, des commerces et des entreprises pillés ou dévastés. Qu'il s'agisse du patrimoine de l'État, c'est-à-dire de notre bien commun, ou de locaux privés, ce sont des années d'efforts ainsi réduits à néant.

Les apprentis sorciers qui dans l'ombre ont manipulé ces jeunes ne se sont pas préoccupés du risque qu'ils leur faisaient courir en les exposant à des affrontements avec les forces de l'ordre. Plusieurs d'entre eux ont de ce fait perdu la vie, ce qu'on ne peut évidemment que regretter.

Lorsque le bilan humain et matériel de ces sombres journées pourra être fait, il sera probablement très lourd. Ceux qui sont derrière ces manipulations ne voulaient certainement pas le bien de notre peuple. On ne bâtit pas un pays en multipliant les ruines.

Il faut donc que les choses soient bien claires. Le Cameroun est un État de Droit et entend bien le rester. Il a des institutions démocratiques qui fonctionnent normalement. C'est dans ce cadre que sont traités les problèmes de la Nation. Ce n'est pas à la rue d'en décider.

L'immense majorité de notre peuple aspire à la paix et à la stabilité. Les dernières consultations électorales en ont apporté la preuve. Les Camerounais savent que le désordre ne peut apporter que malheur et misère. Nous ne le permettrons pas.

A ceux qui ont pris la responsabilité de manipuler des jeunes pour parvenir à leurs fins, je dis que leurs tentatives sont vouées à l'échec. Tous les moyens légaux dont dispose le Gouvernement seront mis en œuvre pour que force reste à la loi. »